



Alliance of Liberals and Democrats for Europe
Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe



Votre Europe

Ile-de-France

LA LETTRE DE **MARIELLE DE SARNEZ**, DÉPUTÉE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Édito



Depuis le 12 janvier, notre Parlement auditionne les commissaires désignés. Le 3 février aura lieu la dernière audition, celle de la Bulgare Kristalina Geogieva, pressentie pour remplacer Rumiana Jeleva, cette dernière ayant du renoncer au poste de Commissaire aux affaires humanitaires pour avoir omis

certaines informations dans sa déclaration d'intérêts.

Que dire de ces auditions ? Il paraît que José-Manuel Barroso avait donné comme instruction à chacun d'entre eux d'en dire le moins possible, et d'être le plus insignifiant possible. Mission accomplie pour la plupart d'entre eux.

Heureusement certains – une dizaine- n'ont visiblement pas respecté ces consignes, et ont ainsi parfaitement réussi leur examen de passage. Je pense à Michel Barnier, au Marché Intérieur et Services Financiers, à Joaquim Almunia à la Concurrence ou encore à Dacian Ciolos, à l'Agriculture.

Le 9 février, le Parlement européen aura à se prononcer, en un seul vote, sur la Commission européenne. Je voudrais donner ici quelques pistes pour améliorer à l'avenir le système. La première porte sur les noms proposés par les États. Les États membres devraient être contraints de donner, non pas un seul nom, mais au moins deux. Ainsi, il y aurait un choix possible, et, avantage supplémentaire, la parité serait respectée par chaque État.

Deuxième proposition : le Parlement européen devrait pouvoir voter sur chacun des commissaires individuellement, et non en bloc. Ainsi j'aurais voté pour le Commissaire désigné au commerce, Karel de Gucht. Et certains des membres de notre délégation auraient sans doute fait un choix identique pour leur commissaire.

Mais le choix que nous aurons à faire devra être global. Je plaiderai pour ma part pour la cohérence avec la position qui a été la nôtre lors de la nomination de Barroso. Nous ne lui avons pas accordé notre confiance parce que nous ne croyions pas en sa capacité de faire avancer l'Europe vers plus d'efficacité et plus de solidarité. Aucun fait nouveau ne vient démentir cette analyse.

Marielle de Sarnez.

Billet d'humeur

C'est sous Présidence espagnole du Conseil que l'UE va tenter de revivifier sa fameuse Stratégie de Lisbonne, adoptée en 2000 et qui devait faire de l'Europe en 2010 un champion mondial, basé sur l'économie de la connaissance. L'échéance est là et force est de constater, qu'avant même la crise qui l'a frappée, l'UE n'était pas en mesure d'atteindre ces objectifs cette année. Des objectifs pourtant louables et réaffirmés dans un document de discussion, baptisé "Stratégie UE 2020", qu'a présenté la Commission européenne : davantage d'investissement en recherche et éducation, construction et développement d'infrastructures énergétiques et de télécommunication, en particulier dans le haut débit, restructuration du marché du travail pour améliorer l'accès des catégories les plus fragiles (moins de 25 ans et plus de 55 ans), le tout assorti d'un appel à passer vers une économie durable, sobre en énergie fossile. Tout ça est bel et bon, mais comme l'a souligné José Luis Zapatero, lors de cette dernière session à Strasbourg à l'encontre de José-Manuel Barroso, s'il n'y a pas de mécanisme incitatif ou contraignant, cette "Stratégie UE 2020" se révélera à son tour un nouvel échec. Toute la difficulté consiste à contraindre les États membres à rencontrer des objectifs forcément coûteux dans un premier temps alors même que les caisses sont vides et que les dépenses d'investissement sont les premières victimes du retour à l'équilibre budgétaire. La solution doit à l'évidence se trouver du côté du budget européen. Ce dernier n'est pas extensible à l'infini. Mais il pourrait être abondé par un système d'euro-obligations, émis par la BEI, et gagé par le budget de l'UE. Ainsi, on pourrait imaginer que l'UE prenne en charge les dépenses d'investissement des États membres relevant de la "Stratégie UE 2020", à condition que ces-derniers s'engagent à restaurer par ailleurs leurs marges budgétaires en réduisant les dépenses de fonctionnement. Un pacte gagnant-gagnant qui inciterait les États à la vertu budgétaire, sans compromettre l'intérêt commun européen.

Yannick Laude.

■ Qu'en pensez-vous ? Vos suggestions, vos réactions, vos propositions pour l'Europe...

Vos Suggestions,

Par Christiane CHETRIT - Conseil de Paris (14^{ème}).

« **Prévention** : Il y a entre 800 et 1000 enfants par an qui meurent en France (!) sous les coups de leurs parents. La prévention de cette horreur nous concerne tous. Nous devons travailler avec les enseignants, travailleurs sociaux, policiers, mais aussi médecins nutritionnistes, moniteurs en économie familiale, assistantes sociales... Tout ce monde existe mais seule d'une vraie transversalité et coordination aboutira une véritable prévention. Ce qui existait un peu est en train d'être réduit en miettes par l'incompétence et le manque de cap de nos dirigeants actuels. Travaillons cette transversalité au niveau européen ! »

Vos réactions,

Par Francis Pont - Correspondant Europe du Mouvement Démocrate du Val-de-Marne (94).
« **L'Histoire d'Haïti**, depuis la première époque coloniale des "conquistadores" jusqu'à la période plus récente des trente années de dictature, aura été jalonnée d'infortunes, d'oppressions, de misères, de famines, d'exils périlleux sur la mer et de cataclysmes. De la révolte de Toussaint Louverture et des esclaves noirs aux années des dictatures des Duvalier et de leurs "tontons macoutes", le peuple haïtien aura subi, avec un grand courage et une immense dignité, les épreuves les pires. Quand on rencontre ce pays haïtien, encore si attaché au nôtre, on ne peut qu'être marqué par l'envie et même la joie de vivre de ce peuple dont la créativité artistique, la culture, la volonté défient en permanence l'adversité. Les cyclones des Gonaïves, la terrible crise alimentaire de 2008 et ses galettes mêlées de glaise pour tromper la faim, et aujourd'hui l'effroyable séisme qui vient de broyer, d'écraser nos amis d'Haïti nous laissent sans voix devant tant d'injustice et de dévastation. Avec notre compassion, les Haïtiens ont immédiatement et surtout besoin de notre aide, sous quelque forme que ce soit ! On sera là. »

Vos propositions : Viviane Bouscier correspondante Europe du Mouvement Démocrate des Yvelines (78) m'interroge sur la directive services et sur le **nouvel intergroupe "Services Publics"** du Parlement européen - L'intergroupe du Parlement européen sur les services publics a été officiellement mis en place mercredi 20 janvier lors de la session plénière de Strasbourg. Il réunit à ce jour une cinquantaine d'eurodéputés provenant de 6 groupes politiques différents et représentant 13 États-membres. Je suis membre de cet intergroupe et Jean-Luc Bennahmias vient d'en être élu Vice-président. L'objectif est de déboucher sur des propositions concrètes afin de promouvoir et sécuriser les services publics de qualité en Europe. Pour les députés européens du Mouvement Démocrate il est urgent que la Commission renove son approche des Services d'intérêt général, car jusqu'à présent les doutes, les incertitudes et les craintes perdurent. Plusieurs attentes méritent une réponse rapide : tout d'abord, la publication par la Commission d'un aide-mémoire pour l'application du protocole sur les services publics ; ensuite, et surtout, l'adoption d'une directive fixant le statut des services d'intérêt général européen. Un nouveau statu quo sur ces enjeux serait inacceptable ! Enfin, à nous, Parlementaires européens, d'explorer toutes les voies possibles pour trouver des réponses satisfaisantes pour nos concitoyens. À cet égard, le développement de l'Économie sociale est une option que la Commission européenne a trop longtemps ignorée.

Vos propositions : Gilles B. m'interroge sur nos positions sur le sujet de la nécessaire "protection" de notre tissu économique européen et sur l'importance de **définir des normes environnementales et sociales dans le cadre de nos échanges internationaux**. Je partage cette position car le commerce international n'est pas une fin en soi mais doit être un instrument au service de politiques et d'objectifs. Je prêche au sein du Parlement européen pour une réforme de l'OMC pour prendre en compte un certain nombre de normes sociales, environnementales, sanitaires ou de bonne gouvernance, ce qui n'est vraiment pas le cas aujourd'hui. Cette question concerne aussi tous les débats actuels autour de la « croissance » ou de la « décroissance ». Si nous ne sommes pas capables de produire de la croissance, alors nous ne serons pas capables de répartir les richesses différemment pour lutter contre les inégalités sociales, de créer des emplois et donc de lutter contre le chômage, de rééquilibrer nos finances publiques, et d'investir pour préparer l'avenir. Pour toutes ces raisons, je suis pour une croissance durable, sobre et qualitative et résolument contre l'idée même de décroissance.

■ Copenhague : Marielle de Sarnez revient sur le bilan de la conférence sur le changement climatique.



Intervenant en réunion du groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe, à Strasbourg lors d'un débat consacré au bilan de la conférence de

Copenhague, Marielle de Sarnez a rappelé sa déception quant à l'absence de résultats et d'engagements concrets dans le domaine du changement climatique.

« Il était selon moi totalement illusoire de croire qu'un accord de dernière minute était possible. Dans cette conférence, où étaient présents 192 pays, des milliers d'ONG, imaginer qu'un coup de théâtre était possible, c'est ignorer la lourdeur de la machine internationale... Une fois de plus l'Europe était absente. Ce que l'on a vu, c'est le tête à tête entre les Etats-Unis et la Chine. Et bien malheureusement, il va falloir qu'on s'y habitue. C'est tout à fait symbolique d'un monde où les centres de pouvoirs et de décisions sont en train de glisser de l'Atlantique vers le Pacifique. La Chine est en train de devenir la première puissance économique du monde. Même si cela ne nous plaît pas, c'est un constat que nous devons faire. Et qui doit rendre encore plus impératif et urgent une réflexion européenne sur la manière de peser, et d'exister, dans ce monde en évolution profonde ».

« Au lendemain de Copenhague, nombreux ont été ceux qui voulaient faire porter le chapeau à l'ONU. Je trouve cela en grande partie injuste. Les principaux responsables sont tout de même les Etats-Unis, et la Chine. Pour les

premiers, on peut espérer que Barak Obama va réussir à aller jusqu'au bout pour la réforme de la santé, et qu'après, il pourra enfin s'attaquer à la question du changement climatique, ce qui n'est pas si simple dans un pays où tout le monde a pris de très mauvaises habitudes en matière de consommation d'énergies. Quant à la Chine, on ne peut qu'espérer qu'elle s'attelle vraiment à cette question qui met en péril de très nombreux équilibres sur son propre territoire. Tout en rappelant également que les émissions de carbone des Chinois, à titre individuel, soit six fois moindres que celles des Américains. Et puis, les européens portent aussi une part de responsabilité. N'ayant pas choisi de parler d'une seule voix, chaque chef d'état et de gouvernement ayant préféré joué sa propre partition, ils n'ont pas existé, n'ont pas pesé dans les derniers mois de négociations. Mais, pour en revenir à l'ONU, bien sûr il faut améliorer son mode de fonctionnement, en réformant ou changeant un certain nombre de règles. Mais je veux rappeler que c'est le seul instrument de gouvernance mondial légitime que nous avons été capables d'inventer. Ne l'affaiblissons pas. »

Lors d'une rencontre informelle des ministres européens de l'environnement à Séville le 15 janvier, la Commission européenne a appelé à une rapide application de l'accord de Copenhague. Elle a également souligné la nécessité d'arriver à un accord contraignant et global cette année. Le Parlement européen, pour sa part, votera une résolution sur le bilan de la Conférence de Copenhague lors de la session plénière de février.

■ Brèves.

Marielle de Sarnez a apporté son soutien à cinq déclarations écrites* du Parlement européen :

- sur la communauté de brevets pour les traitements anti-VIH proposée par Unitaid,
- sur la protection des droits sociaux dans le cadre de la lutte contre la crise économique,
- sur l'esclavage moderne,
- sur la mise en place d'un cadre homogène pour les services du numéro d'urgence 112,
- sur la lutte contre le cancer du sein dans l'Union européenne.

*Une *déclaration écrite* est un texte d'une longueur maximale de 200 mots qui porte sur un sujet qui entre dans le cadre des activités de l'Union européenne. Les députés européens peuvent recourir aux déclarations écrites pour lancer ou relancer un débat portant sur un sujet qui entre dans les compétences de l'Union.

[Retrouvez le texte intégral ici](#)

Auditions des Commissaires désignés : Marielle de Sarnez critique à l'égard de Catherine Ashton.



En sa qualité de Présidente de la délégation française du groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe, Marielle de Sarnez est intervenue auprès de ses collègues européens lors du débat sur l'évaluation des Commissaires désignés.

"Je voudrais dire mon avis sur le poste de la Haute-Représentante et de Catherine Ashton donc. D'abord pour vous rappeler que c'est un poste sur lequel nous avons mis beaucoup d'espoir les uns et les autres. Je me souviens dans les années 1999 - 2000, quand nous souhaitions une Constitution pour l'Europe, quand nous avons mis en place la Convention, le poste de Haut-Représentant - donc de Ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne - était quelque chose dans lequel nous mettions énormément d'espoir, à tort ou à raison ... Mais nous voulions ce poste pour, au fond, répondre à la question d'Henry Kissinger : "l'Europe, combien de numéros de téléphone ?", et pour qu'il y ait une voix, un visage, qui s'exprime et qui parle au nom de l'Union européenne.

Je veux vous dire ma très grande inquiétude : il y a eu en fait deux évaluations ces dernières semaines de Catherine Ashton. Il y a eu l'audition, où elle n'a absolument pas été convaincante sur des dossiers qu'elle est censée posséder. Et puis, il y a eu le terrible tremblement de terre d'Haïti. Et ça a été le premier moment où elle aurait pu, elle aurait dû faire ses armes, montrer quelque chose, ne serait-ce que représenter l'Europe dans ce moment de catastrophe absolument terrible {...}.

Et dernier point : j'ai une inquiétude institutionnelle. Nous avons avec Lisbonne multiplié les postes, multiplié les fonctions : il y avait un Président de la Commission, il y avait un Commissaire en charge de l'humanitaire, on a rajouté un Haut-Représentant, on a rajouté un Président du Conseil - qu'on n'a absolument pas entendu non plus sur la catastrophe à Haïti - et j'ai le terrible sentiment que plus nous multiplions les postes, les fonctions, les nominations, et moins on entend l'Europe."

[Retrouvez les informations sur les auditions ici.](#)

Marielle de Sarnez sur la situation en Haïti : "Catherine Ashton n'a pas pris la mesure de l'évènement".



Intervenant en session plénière du Parlement européen, réuni à Strasbourg pour un débat consacré à la catastrophe et au drame humanitaire en Haïti, Marielle

de Sarnez a vigoureusement interpellé la candidate désignée pour les fonctions de Haut-Représentant de l'Union Européenne, Catherine Ashton.

"La politique ce sont d'abord des symboles et, c'est pourquoi, je crois que vous ne devriez pas être ici mais à Haïti. Et c'est pourquoi, je crois que vous ne devriez pas vous rendre aux États-Unis mais à Haïti. Et j'ai le sentiment - et je le dis avec une grande tristesse -, j'ai le sentiment

que vous n'avez pas pris la mesure de l'évènement et de cette terrible tragédie.

Et au fond, quand on regarde tout cela, jamais l'Europe n'a été aussi absente ! Nous sommes les premiers donateurs, mais nous n'existons pas ! Combien de catastrophes faudra-t-il encore pour que les responsables de l'Union européenne soit enfin à la hauteur de leurs responsabilités?

Il y a sur la table, un rapport de Michel Barnier depuis 2006 pour l'instauration d'une force de réaction rapide aux catastrophes naturelles : qu'attendons-nous pour l'adopter? Qu'attendons-nous pour l'appliquer ?"

[Retrouvez la vidéo de cette intervention ici](#)

Droits de l'Homme : Marielle de Sarnez cosigne deux résolutions d'urgence.



Philippines : Les députés européens ont fermement condamné le massacre de Maguindanao du 23 novembre 2009 lors duquel 100 hommes armés appartenant à une milice locale ont brutalement torturé et assassiné 57 membres d'un convoi, y compris des

femmes, des avocats et 30 journalistes, qui étaient en route pour déposer le dossier de candidature d'Esmail Mangudadatu au poste de gouverneur de la province de Maguindanao. Marielle de Sarnez et ses collègues du Parlement européen ont insisté sur la nécessité d'une enquête indépendante et exhaustive de police, suivie de poursuites efficaces, notamment à l'encontre des membres des forces de sécurité soupçonnés d'être impliqués.

Chine : Le Parlement a adopté la résolution cosignée par Marielle de Sarnez réclamant la libération immédiate et inconditionnelle de Liu Xiaobo (Le 25 décembre 2009, Xiabao, un éminent militant des droits de l'Homme et universitaire, a été condamné à 11 ans de prison par un tribunal intermédiaire populaire de la ville de Pékin). La résolution rappelle que le bilan de la Chine en matière de droits de l'Homme reste très préoccupant. Les parlementaires demandent que le respect des droits de l'Homme fasse partie intégrante du nouvel accord-cadre actuellement en cours de négociation avec la Chine. Marielle de Sarnez s'est par ailleurs félicitée de l'intention de Google de cesser de coopérer avec les autorités chinoises en ce qui concerne le filtrage et la censure sur l'internet et demande instamment à toutes les autres entreprises de faire de même.

Accord de Cotonou : Changer la politique de la coopération au développement UE-ACP



Le Parlement européen a adopté, ce jeudi 21 janvier à une très large majorité, le rapport d'Eva Joly sur la révision de l'Accord de Cotonou (accord commercial et de coopération au développement

avec les pays ACP - Afrique Caraïbes Pacifique). Ce vote a permis aux parlementaires européens de rappeler combien il est important que la politique de coopération au développement menée par l'Union européenne soit plus cohérente avec les autres politiques, comme celles des échanges commerciaux ou de l'agriculture.

Il est en effet essentiel que l'agriculture, jusqu'à présent négligé dans le cadre des accords de coopération entre l'UE et les pays ACP, puisse être au cœur même des négociations. Les pays ACP

doivent pouvoir assurer leur souveraineté alimentaire et l'UE peut leur fournir les moyens de l'obtenir et ainsi lutter contre la pauvreté. La révision de l'accord de Cotonou est une occasion à ne pas manquer.

Il est temps que la Commission européenne intègre, dans la mise en œuvre de sa politique en matière de développement, le droit de chaque peuple à définir ses propres politiques agricoles, pour garantir des prix décents et protéger les marchés nationaux.

Cette révision devra permettre la promotion d'un développement équitable et durable qui intègre une dimension sociale, tout en soutenant de nouvelles formes d'entreprises, notamment sans but lucratif, comme les programmes de microcrédit.

[Retrouvez ici le texte de la résolution](#)

Les autres grands dossiers de la session :



SWIFT. "Irritation", "action kamikaze", "inacceptable" – ainsi a été décrit le processus qui a mené à un accord entre l'UE et les États-Unis sur le transfert des données bancaires SWIFT afin de

lutter contre le terrorisme. Les États membres ont négocié cet accord juste avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, évitant ainsi de devoir consulter le Parlement européen.

Présidence espagnole de l'UE - "L'Union européenne a besoin de parier sur elle-même". Le Premier Ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero a présenté les priorités de la Présidence

espagnole de l'UE : crise économique, marché commun de l'énergie et lutte contre le réchauffement climatique.

[Retrouvez les "dix choses à retenir de la session plénière de janvier".](#)

Nous contacter :

Marielle de Sarnez
Parlement européen
60 rue Wiertz – B-1047 Bruxelles
e-mail : marielle.desarnez@europarl.europa.eu

[Directrice de la rédaction](#) : Marielle de Sarnez
[Comité de rédaction](#) : Alexandra Leuliette / Yannick Laude /
Stéphanie Antoine / Nathalie Maubaret.

Consultez l'actualité européenne du Mouvement Démocrate sur le site : www.mouvementdemocrate.fr